



Syndicat **Force Ouvrière** DGFIP
Section locale **FO** DGFIP62
DDFiP du Pas de Calais 62000 ARRAS

☎ : 06.04.40.51.41

@ : fo.ddfip62@dgfip.finances.gouv.fr

🌐 Site web : www.fo-dgfip-sd.fr/062/

« Si celui qui lutte peut perdre, celui qui ne lutte pas a déjà perdu » Bertolt Brecht

Compte rendu du CTL du 17 avril 2014

En liminaire de ce Comité Technique Local (CTL), les Organisations Syndicales réunies en action commune depuis début mars avaient décidé de faire lecture conjointe de la déclaration liminaire reprise ci-dessous.

Comme à son habitude, le Président a clairement refusé de répondre aux 4 questions précises posées en fin de déclaration liminaire, arguant qu'il n'est pas question pour lui de s'exprimer au-delà des points prévus à l'ordre du jour du présent CTL. Nous avons trouvé cette attitude méprisante vis à vis des agents du Pas de Calais.

Cette déclaration dénonçait pourtant les graves inquiétudes des agents.

Face à ce refus de dialogue, les organisations syndicales ont donc répondu par le boycott et ont quitté la salle de réunion pour se retrouver devant la Direction.

Un rassemblement des personnels DGFIP de l'arrageois était prévu à 12h, vous en trouverez ci-dessous le compte rendu.

La mobilisation du 17 avril 2014 devant les locaux de la Direction



Rejoignez **FORCE OUVRIERE** – Le syndicat qui reste un syndicat
1ère Organisation Syndicale dans la Fonction Publique d'Etat



Dès 10 heures, l'entrée de la Direction était donc bloquée par les Organisations Syndicales, les portes entravées ne pouvaient laisser entrer aucun usager.

Bien évidemment, un tract expliquant notre action était distribué à chaque personne.

De nombreux militants ont également donné ce tract aux citoyens qui circulaient aux abords de la place.

Le message aux usagers et contribuables



Vers midi, une petite centaine de personnes était déjà présente.

La Voix du Nord est venue à notre rencontre et a interviewé les secrétaires départementaux des OS présentes.



Ce rassemblement était organisé sur la pause méridienne des personnels, les OS avaient donc organisé le repas.

Sandwichs et boissons étaient offerts aux participants.

Solidaires
Finances
Publiques 62

FO DGFIP 62

la 62
cgt
Finances
Publiques

Cfdt: 62
FINANCES
PUBLIQUES

Les Finances Publiques sont en danger !

Dans le contexte d'austérité actuel, encore aggravé par la recherche des 50 milliards d'économies, les finances publiques sont en danger :

➤ Assurer l'équilibre budgétaire, c'est d'abord assurer les recettes de l'Etat

Le retour à l'équilibre budgétaire ne peut s'accomplir sans assurer les recettes de l'Etat. La Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) n'a plus les moyens humains et budgétaires pour travailler correctement et assurer ces recettes. Rien ne sert de baisser les dépenses, si l'Etat lui-même se coupe les bras pour assurer les recettes primordiales à cet équilibre budgétaire.

➤ Arrêter les suppressions d'emplois, c'est d'abord assurer la qualité du service public

Depuis 2008, les suppressions massives d'emplois des agents au Finances Publiques se traduit par une dégradation insupportable de l'accueil des usagers : allongement des files d'attente aux guichets, lignes téléphoniques saturées, réponses tardives aux courriers...

Nous sommes rassemblés ce jour pour alerter nos concitoyens sur notre ras-le-bol et pour :

- Exiger l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois ;
- Préserver un vrai service public pour tous les usagers (citoyens et élus) ;
- Stopper la dégradation de nos conditions de travail.

Les politiques d'austérité subies depuis maintenant plusieurs années pénalisent lourdement les usagers, notamment les plus défavorisés, et accroissent les inégalités, la précarisation et la pauvreté.

Elles n'arrangent rien et amplifient la situation financière dégradée de la France !



Vers 12h30, nous avons stoppé le comptage des participants à 150 personnes, plusieurs collègues nous ont ensuite rejoint.

Ainsi, c'est entre 160 et 180 personnes qui ont participé à cette manifestation.



MOBILISATION

Le compte n'est pas bon pour les agents des Finances publiques

La voix du Nord
18 avril 2014

En pleine campagne de l'impôt sur les revenus, c'est le mécontentement des agents des Finances publiques que le gouvernement récolte. La mobilisation avait déjà été exceptionnellement forte le 20 mars dans le Pas-de-Calais, avec la fermeture de dix-sept sites sur la cinquantaine que compte le département, et près de 50 % de grévistes : un record. Elle s'est encore accentuée hier midi, avec la manifestation d'une petite centaine de personnes, sous les fenêtres de la Direction départementale des Finances publiques, place Foch, à Arras.

Outre un sandwich merguez, il y avait pas mal de rancœur au menu des conversations. Et les émissaires de l'intersyndicale (CGT, FO, Solidaires et CFTD) d'unir leurs voix pour dénoncer l'asphyxie si ce n'est l'agonie des services départementaux, amputés de 190 emplois depuis 2009. « Après, il ne faut pas s'étonner de voir les files d'attente s'allonger aux guichets, les lignes téléphoniques saturées, les délais de réponse aux courriers des usagers accrus ! »

Paradoxe
Le tout en cette période de haute

saison pour des agents des Finances publiques dont les salaires « ne sont plus revalorisés, et ne suivent même plus la courbe de l'inflation ». Il y a selon les syndicalistes et ceux qu'ils représentent un saisissant contraste entre la volonté gouvernementale de faire entrer de l'argent dans les caisses de l'Etat, « sans donner les moyens à ceux qui en sont chargés de bien faire leur boulot ». Et d'asséner : « Valls annonce vouloir faire cinquante milliards d'euros d'économies, c'est bien. Mais qu'il nous donne les moyens de lutter contre la fraude fiscale, et il les aura ses cinquante milliards ! Or, la Direction générale des Finances publiques n'a plus les moyens humains et budgétaires de travailler correctement et efficacement. Rien ne sert de baisser les dépenses si l'Etat lui-même se coupe les bras pour assurer les recettes primordiales à cet équilibre budgétaire ! » ■ H. Fé.

La mobilisation est aussi forte que l'est la colère des agents des Finances publiques, en pleine campagne d'impôt sur les revenus.



Nous tenons à remercier tous les agents venus se rassembler à Arras ce 17 avril.

Certains sont venus d'Hénin Beaumont, de Lens, de Béthune ou encore de Bruay rejoindre les collègues arrageois mobilisés ! !

La 2nde convocation du CTL aura lieu le 24 avril 2014 à 9h15

L'ordre du jour sera le suivant :

1. Transfert des trésoreries d'ARRAS Banlieue et ARRAS Municipale, et impact sur les services de la Direction (pour avis) ;
2. Programme annuel de prévention des risques professionnels (pour information) ;
3. Dispositif de la campagne IR/TH 2014 (pour information)
4. Présentation d'APERFIP (pour information) ;
5. Présentation de la nouvelle gouvernance locale risques et audit (pour information) ;
6. Questions diverses.

Les élus F.O DGFIP62 :

Titulaires

Laurence DIDAUX, Audrey JOLY et Jacques REGNIER

Suppléants

Justine KORKUT, Hervé DANNEELS et Stéphane THIRIAT

Déclaration liminaire commune des OS : SOLIDAIRES62, FO DGFIP62 et CGT62 CTL du 17 avril 2014

Monsieur le président,

Solidaires Finances Publiques 62, FO-DGFIP 62 et la **CGT Finances Publiques 62** réunies en intersyndicale constatent que la modernisation de l'action publique (MAP) poursuit et amplifie les objectifs de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP). Nous en exigeons l'arrêt immédiat.

De la même manière, à la DGFIP nous exigeons dès maintenant l'abandon de la démarche stratégique qui ne vise qu'à faire des économies par le démantèlement du réseau au détriment des emplois et des missions.

Nous exigeons également les moyens humains et matériels nécessaires au bon exercice de toutes nos missions

Nous dénonçons l'attitude des gouvernements successifs qui cherchent à donner des gages aux marchés financiers en supprimant les emplois publics et en transférant les missions au secteur privé.

Nous rejetons tout processus de réduction, privatisation ou externalisation des missions et réaffirmons notre attachement aux principes républicains de séparation des pouvoirs : ordonnateur/comptable, assiette/recouvrement et responsabilité personnelle et pécuniaire du comptable public, maintien des missions du domaine et du cadastre.

C'est pourquoi, nous exigeons l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois, 188 suppressions dans le Pas-de-Calais depuis la fusion en 2009 c'est plus de 10% de nos emplois qui ont disparu.

Quatre années de gel des salaires, des milliers de suppressions d'emplois ; les agents n'en peuvent plus de vivre seuls les efforts demandés alors que dans le même temps les postes d'encadrement supérieurs et de pilotage se multiplient.

Nous nous opposons :

- **aux dégradations des conditions de travail des agents de la DGFIP :**
- **à la précarisation des fonctionnaires ;**
- **à toutes les réformes qui entraînent des restructurations, fusions et fermetures de centres ou services ;**
- **à toute régionalisation, voire inter-régionalisation de nos missions.**

Dans le Pas-de-Calais, les agents des finances publiques n'en peuvent plus. Ils se sont largement mobilisés le 20 mars. **43%** d'entre eux étaient en grève. **17 sites sur le département étaient fermés**, de très nombreuses résidences ont connu des taux de grévistes exemplaires : Bruay-la-Buissière 67 %, Lens 73,86 %, Béthune et Boulogne-sur-Mer plus de 60 %, Hénin-Beaumont 74 %... Nous réitérons officiellement notre demande d'obtenir les statistiques réelles des grévistes par résidences et par services.

Malgré cette mobilisation massive du 20 mars, les agents du Pas de Calais estiment qu'ils n'ont été entendus ni des ministres, ni de leur direction locale.

En effet, le discours ministériel demeure désespérément inchangé. Justifiant le « pacte de responsabilité » et la recherche d'économies budgétaires, le Ministre de l'économie et des finances a même clairement laissé entendre que les suppressions d'emplois et la baisse des moyens budgétaires se poursuivront à la DGFIP.

Il en est de même du discours local puisque vous n'écoutez ni n'entendez les arguments des représentants des personnels tant en Comité Technique Local qu'en Comité Hygiène Sécurité et Conditions de Travail.

Aussi, ils sont décidés à se saisir de tous les moyens d'actions possibles pour :

- l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois dans un ministère aux missions régaliennes ;
- préserver un vrai service public au service de ses usagers, simples citoyens mais aussi élus ;
- stopper la dégradation de leurs conditions de travail.

Le retour à l'équilibre budgétaire ne peut s'accomplir sans assurer les recettes de l'Etat, or nous n'avons plus les moyens humains et budgétaires pour travailler correctement et assurer ces recettes. Sur l'autel des économies budgétaires, rien ne sert de baisser les dépenses, si l'Etat lui-même se coupe les bras pour assurer les recettes primordiales à cet équilibre budgétaire.

Défendre les finances publiques c'est aussi sécuriser les ressources de la nation!

Monsieur le président, nos questions sont simples :

1. Que comptez-vous faire pour améliorer les conditions de travail de vos agents?
2. Quelle garantie offrez-vous pour le maintien du maillage territorial?
3. Quelle garantie offrez-vous pour le maintien d'un service public de proximité pour les élus?
4. Quelle garantie offrez-vous pour le maintien d'un service public de qualité pour tous nos contribuables?



Les élus en CTL pour **SOLIDAIRES Finances Publiques, FO-DGFIP** et **CGT Finances Publiques**